ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 21 mai 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit", et en ayant délibéré en ses séances des 4 juillet, 11 juillet et 12 juillet 1990, a donné le 12 juillet 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 mei 1990 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot organisatie van de openbare kredietsector en tot harmonisering van de controle en werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen", heeft zich daarvover beraden ter vergadering van 4 juli, 11 juli en 12 juli 1990, en op 12 juli 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Il importe que le projet établisse avec toute la netteté désirable quelles sont et comment se hiérarchisent les normes légales que doit respecter le nouveau type de personne morale que le projet institue et qu'il appelle "société anonyme de droit public".

La loi ne peut laisser incertaine la question de savoir si les statuts peuvent ou non déroger aux dispositions impératives des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, lorsqu'une telle dérogation n'est pas indispensable pour qu'ils puissent être conformes à la loi organique des personnes morales instituées par le présent projet.

La sécurité juridique requiert que la loi en projet prenne clairement parti entre deux manières de concevoir le respect que les statuts d'une "société anonyme de droit public" doivent avoir pour les règles régissant les sociétés anonymes de droit privé.

Le premier parti consisterait à faire perdre aux règles des lois coordonnées sur les sociétés commerciales toute impérativité à l'égard de la société anonyme de droit public. Les dispositions de ces lois ne seraient plus considérées que comme un ensemble de règles supplétives qui ne seraient applicables à la société de droit public que dans les cas qui ne seraient ni explicitement ni implicitement réglés par la loi organique ou les statuts ou encore dans les cas dans lesquels la même loi organique - voire les statuts - aurait elle-même renvoyé à ces règles.

La seconde solution conserve aux lois coordonnées le caractère impératif qui est le leur à l'égard des sociétés

de droit privé tout en ménageant une série d'exceptions pour que la fonction particulière des sociétés anonymes de droit public ne soit pas sacrifiée au respect des lois coordonnées. Si cette seconde manière de voir est adoptée, les statuts de ces sociétés peuvent déroger aux lois coordonnées dans des cas où les sociétés de droit privé ne le peuvent pas; mais cette possibilité n'existe que lorsque la dérogation est imposée ou permise par la loi organique de la société de droit public. Les statuts de la société de droit public doivent donc respecter la loi organique et les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, mais le respect des secondes n'est obligatoire que là où la première en a ainsi décidé.

Le texte de la loi en projet, en disant seulement, comme il le fait à l'article 1er, alinéa 2, à propos de la C.G.E.R.-Holding, qu'elle est "régie par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales dans la mesure où il n'y est pas dérogé par la présente loi ou les statuts" (formule reproduite aux articles 19, alinéa 2, 37, alinéa 2, 73, alinéa 2, 95, alinéa 2, 120, alinéa 2, 136, alinéa 2, 154, alinéa 2, 173, alinéa 2) reste en défaut de préciser si la dérogation apportée par les statuts leur est permise d'une manière générale ou si elle n'est permise que lorsque la loi organique l'impose ou l'autorise. La précision apportée par l'article 2, alinéa 1er, in fine, selon laquelle : "les dispositions statutaires dérogeant aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales n'entrent en vigueur qu'après l'approbation du Roi" ne permet pas de lever l'ambiguïté de l'article 1er. Le commentaire de l'article 1er ne le permet pas davantage car il répète que les dérogations aux lois coordonnées doivent résulter de la loi en projet ou des statuts et ajoute seulement que ces dérogations peuvent être implicites. Il serait d'ailleurs particulièrement fâcheux que l'on doive, dans certains cas, s'interroger sur la question de savoir si

les statuts n'auraient pas implicitement dérogé aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Il convient donc que la loi elle-même exprime sans aucune ambiguïté la mesure dans laquelle les statuts des sociétés anonymes de droit public doivent respecter les dispositions impératives des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, en écartant toute dérogation qui ne serait pas déduite des dispositions expresses de la loi en projet.

En effet, la première manière de concevoir le respect que les sociétés anonymes doivent avoir à l'égard des règles régissant les sociétés anonymes de droit privé se heurte à un certain nombre de critiques.

1. La distinction entre lois impératives et lois supplétives est fondamentale. En conférant à certaines dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et, notamment, à certaines des dispositions relatives aux sociétés anonymes le caractère de lois impératives, le législateur a entendu souligner l'importance qu'elles revêtent pour le commerce juridique. En raison même de leur fonction sociale éminente, elles bénéficient d'une protection juridique renforcée. S'il peut être admis que le législateur lui-même puisse, au terme d'une pesée des intérêts en présence, déterminer quelles dispositions impératives des lois coordonnées n'auront pas ce caractère à l'égard des institutions publiques de crédit, par contre il ne saurait être admis que chacune de celles-ci puisse, dans ses statuts, fût-ce moyennant l'approbation du Roi, écarter n'importe quelle disposition impérative des dites lois coordonnées (Voyez, à cet égard, article 2, alinéa 1er). Le principe de légalité des personnes morales de droit public s'y oppose.

2. Le but ouvertement recherché par le projet consiste à faire jouer la concurrence entre des entreprises du secteur privé et du secteur public et d'établir entre elles une égalité dans la concurrence, sous réserve d'un certain nombre de règles dérogatoires établies par la loi en projet elle-même en considération précisément du caractère public des entreprises.

La possibilité qui est donnée par le projet au Roi de pouvoir déroger ad nutum aux dispositions des lois coor-données sur les sociétés commerciales et singulièrement, à celles relatives aux sociétés anonymes, peut avoir pour effet de modifier sensiblement, voire de fausser les conditions - en principe égales - dans lesquelles doit s'exercer la concur-rence, et cela contrairement au but recherché. A la limite même, le Roi pourrait écarter, à la demande de chacune des entreprises visées dans le projet, la totalité des dispositions relatives aux sociétés anonymes, de manière telle que la référence à ces lois coordonnées deviendrait une référence purement formelle.

3. Il y a enfin risque de discrimination entre les différentes entreprises publiques elles-mêmes dans la mesure où les mêmes dispositions impératives des lois coordonnées sur les sociétés commerciales pourront, pour les unes, perdre leur caractère impératif et, pour les autres, le conserver.

II. Aucune disposition de la loi en projet ne soustrait les établissements publics de crédit aux dispositions des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière

administrative. Sans doute faut-il déduire de ce silence que toutes les dispositions de ces lois coordonnées restent applicables. S'il n'en était pas ainsi, la loi en projet elle-même devrait régler la question.

En tout cas, il faut que pour les filiales, qui ne seraient pas chargées d'une mission d'intérêt général, la question de l'emploi des langues soit réglée par le législateur compétent (1).

REMARQUE PARTICULIERE.

A certains endroits, la terminologie utilisée dans le texte néerlandais du projet est incorrecte ou susceptible d'amélioration; à titre d'exemple, des suggestions relatives à certains articles sont faites dans l'avis.

EXAMEN DU TEXTE.

Dispositif.

Article 1er.

Alinéa 1er.

(1)L'article 36, § 1er, de l'avant-projet de loi portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, actuellement soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat règle la question de l'emploi des langues dans ces entreprises et certaines de leurs filiales.

Les mots "dotée de la personnalité juridique" sont superflus et doivent être omis.

En effet, l'article 1er prévoit que la Caisse générale d'épargne et de retraite, établissement public régi par la loi du 16 mars 1865, est transformée en société anonyme de droit public, ce qui signifie que la personnalité qu'avait la C.G.E.R. avant sa transformation est maintenue.

La même observation vaut pour les articles 9, 19, 37, 73, 95, 136, 173.

Article 6.

Alinéa 2.

1. L'article 6, alinéa 2, 2E, appelle les àquestions suivantes :

1Eles mots "fonctions permanentes" signifient-ils que la nomination en qualité d'administrateur est subordonnée à l'exercice préalable de "fonctions permanentes" dans la société ou bien que l'administrateur doit, après sa nomination, y exercer des "fonctions permanentes" ?

2Epeut-on considérer que ces fonctions permanentes sont, en réalité, des fonctions à temps plein ?

Si telle est la signification que les auteurs du projet donnent aux mots "fonctions permanentes", il conviendrait de les remplacer par les mots "à temps plein";

3Eces deux administrateurs doivent-ils être l'un d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise ?

Ces questions sont d'autant plus importantes que les administrateurs dont il s'agit jouent un rôle essentiel dans l'ensemble du holding et de ses filiales.

La même observation vaut pour l'article 124, alinéa 2, 2E.

2. Il y a une discordance au quatrième alinéa de l'article 6, entre le texte français qui utilise les mots "d'expression linguistique" et le texte néerlandais qui utilise le mot "taalrol".

Selon le délégué du ministre, le mot "taalrol" est inadéquat. Le texte néerlandais doit, dès lors, être adapté.

3. Il serait préférable de fusionner la seconde phrase de l'alinéa 4 et le texte de l'alinéa 5; cette seconde phrase serait placée à la fin de l'alinéa 5 et serait rédigée comme suit :

"(Le conseil d'administration ... néerlandaise). Le président et le vice-président sont l'un d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise".

Article 8.

Alinéa 1er.

L'article 8 utilise, pour la première fois, la notion de "groupe" et ne définit pas ce terme. Il convient de préciser cette notion dans le dispositif de la loi en projet.

Alinéa 2.

Suivant la dernière phrase, le conseil d'administration "peut déléguer au comité exécutif certains de ses pouvoirs".

Il convient de préciser de quels pouvoirs il s'agit ou, éventuellement, quels sont les pouvoirs dont il est exclu qu'ils puissent être délégués.

La même observation vaut également pour les articles 11, alinéa 2, 28, alinéa 2, 46, alinéa 2, 83, alinéa 2, 105, alinéa 2, 145, alinéa 2, 182, alinéa 2.

Alinéa 3.

La première phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Le conseil reçoit régulièrement un rapport du comité exécutif. Le conseil ou ...".

La même observation vaut pour les articles 26, alinéa 1er, 44, alinéa 1er, 81, alinéa 1er, 103, alinéa 1er, 126, alinéa 3, 143, alinéa 1er, 162, alinéa 1er, 180, alinéa 1er.

Article 9.

Alinéa 4.

Aux termes de l'exposé des motifs, l'extension du régime de pension "se fait évidemment sans préjudice aux règles limitant les pensions du secteur public". Le délégué du ministre a confirmé que telle est bien l'intention du Gouvernement.

Le texte en projet, bien que postérieur à la loi du 5 août 1978, de réformes économiques et budgétaires, ne saurait donc s'interpréter comme dérogeant ou permettant de déroger aux dispositions de ladite loi en matière de montants maxima et de règles de cumuls des pensions du secteur public, qui s'appliquent "nonobstant toute autre disposition légale, réglementaire ou contractuelle" (article 38 de la loi précitée). Il est à noter que ladite loi est applicable aux membres du personnel ainsi qu'aux membres des organes de gestion, d'administration et de direction, des organismes qu'elle vise, sans distinction, et qu'elle inclut dans son champ d'application les avantages complémentaires de nature contractuelle consentis aux intéressés. Au demeurant, le caractère très général des dispositions en question ne saurait être affaibli sans porter atteinte à l'article 6 de la Constitution.

La même observation vaut pour les articles 30, 48, 85, 107, 127, 147, 166 et 184.

Article 11.

Alinéa 1er.

La deuxième phrase du texte français n'est pas claire. On pourrait la lire comme signifiant que le comité exécutif pourvoit à sa propre représentation, ce qui n'est évidemment pas le sens qu'il faut donner à cette phrase.

Dès lors, il vaut mieux écrire, cette suggestion valant également pour le texte néerlandais :

"Il représente la société holding dans les filiales visées à l'article 4, 1E, dans le ...".

La loi en projet ne règle pas la responsabilité des membres du conseil d'administration ni celle des membres du comité exécutif. Sans doute, la responsabilité des membres du conseil d'administration sera-t-elle, par application de l'article 1er, 2E, régie par les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, mais cette déduction ne peut pas être faite en ce qui concerne les membres du comité exécutif, un tel organe n'existant pas dans la législation relative aux sociétés commerciales et, en particulier, dans les dispositions concernant les sociétés anonymes.

Il conviendrait que l'auteur du projet règle la question.

La même observation vaut pour le conseil d'administration et le comité exécutif de la S.A. Crédit communal Holding (articles 124, 127 et ss).

Articles 12 et 13.

Le début de l'article 12, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 12. La société est placée sous le contrôle du ministre des Finances et du ministre des Affaires économiques".

La même observation vaut pour l'article 130.

Dans l'article 12, alinéa 1er, il est prévu que le ministre des Finances et le ministre des Affaires économiques "peuvent s'opposer à l'exécution de toute mesure qui serait contraire soit aux lois et arrêtés ou aux statuts, soit aux objectifs prioritaires de la politique financière de l'Etat".

Interrogé sur la manière de distinguer les objectifs budgétaires des objectifs financiers et de différencier les objectifs prioritaires des objectifs secondaires, le délégué du ministre a donné la réponse suivante :

> "Les objectifs de la politique financière concernent les secteurs d'activité faisant l'objet des protocoles de gestion. Dans ces secteurs, l'Etat pourra préciser des objectifs relatifs par exemple aux concours financiers à assurer à certaines catégories de bénéficiaires ou de besoins (ex. la politique de financement du logement social, des crédits à l'exportation, ...). Si le motif déterminant de l'intervention de la tutelle ressortit à

ces préoccupations, il importera peu que des aspects de politique budgétaire soient atteints. Ce que l'exposé des motifs entend, c'est que la gestion ne soit pas contrôlée sous l'angle déterminant de la politique de dividende en vue de servir, par ce détour, les intérêts du Trésor-actionnaire.

Les objectifs "prioritaires" s'apprécieront en fait (comp. dans certaines institutions publiques, le contrôle des "intérêts de l'Etat" (Banque nationale de Belgique, Crédit communal, ...) ou, plus classiquement, celui de l'"intérêt général")".

La même explication vaut également pour l'article 131.

Les précisions ainsi données amènent à poser la question de savoir si dans les sociétés anonymes de droit public en voie de création, les actionnaires majoritaires - les pouvoirs publics - pourraient faire prévaloir leur intérêt sur l'intérêt social.

S'interrogeant sur les contours juridiques de l'autonomie des entreprises publiques, lorsque la législation commerciale leur est applicable en vertu de leur loi organique, une certaine doctrine énonce la thèse selon laquelle, dans le cas des "entreprises publiques hors service public", l'exercice du pouvoir prépondérant des actionnaires publics "doit se mouler dans les cadres du droit des affaires et reste sujet à l'application de la notion d'abus de contrôle" (2).

Selon le délégué du ministre, "la théorie générale de l'abus de droit et sa variante, la théorie de l'abus de majorité, (...) paraissent transposables dans le futur droit du secteur public du crédit".

Le principe mériterait d'être explicité dans l'exposé des motifs, et précisé quant à son applicabilité aux mesures d'exécution des missions spéciales de service public.

Article 18.

Au début de l'article 18, il y a lieu d'écrire en français : "consécutive à la constitution de la société". A la fin de cet article 18, il faut écrire : "conformément à l'article 9, alinéa 1er, 2E".

Article 20.

(2)A.S. Mescheriakoff, L'autonomie des entreprises publiques, Rev. dr. publ. et sc. pol., 1985, pp. 1575-1623, spéc. pp. 1618-1619.

En ce qui concerne la seconde phrase de l'alinéa 1er, il y a lieu de se référer à l'observation générale I.

Article 21.

Alinéa 4.

La dernière phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Le transfert de ces créances et dettes est opposable aux tiers".

La même observation vaut pour l'article 39.

Article 24.

Alinéa 3.

A l'article 24, alinéa 3, deuxième phrase, il y a lieu d'écrire : "sur présentation d'actionnaires".

Alinéa 5.

Le commentaire consacré dans l'exposé des motifs à l'article 24 précise, en français, que l'alternance linguistique est de règle pour les présidents et vice-présidents.

Cette règle n'est pas exprimée dans le dispositif.

Selon le délégué du ministre, le mot "alternance" est mal choisi. L'auteur du projet vise, en réalité, la

règle selon laquelle les personnes en question sont d'expression linguistique différente.

Il y a donc, entre le dispositif et le texte français de l'exposé des motifs, une discordance qui doit être corrigée.

La même observation vaut pour les articles 27, alinéa 6, 42, alinéa 5, 45, alinéa 6, 79, alinéa 6, 82, alinéa 6, 101, alinéa 6, 104, alinéa 5, 124, alinéa 4, 127, alinéa 3, 141, alinéa 5, 144, alinéa 5, 160, alinéa 7, 163, alinéa 6, 178, alinéa 5, 181, alinéa 5.

Alinéa 6.

A l'article 24, alinéa 6, il est prévu que "le conseil d'administration comprend autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise", le président éventuellement excepté.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle le texte contient le mot "éventuellement". Il y a lieu de l'omettre.

La même observation vaut également pour les articles 27, alinéa 9, 42, alinéa 6, 45, alinéa 9, 79, alinéa 7, 82, alinéa 9, 101, alinéa 7, 104, alinéa 8, 141, alinéa 6, 144, alinéa 9, 163, alinéa 9, 178, alinéa 6.

Article 28, alinéa 3.

Si la loi en projet ne détermine pas la responsabilité que peuvent encourir les membres du conseil d'administration de la Caisse générale d'épargne et de retraite - Banque, elle porte en son article 28, alinéa 3, ce qui suit :

> "La répartition des tâches, les délégations et subdélégations prévues par le présent article sont sans effet sur la responsabilité collégiale des membres du comité de direction".

> Dans l'exposé des motifs (p. 26), on peut lire que "Le régime d'administration de la Caisse générale d'épargne et de retraite - Banque est inspiré du système du protocole relatif à l'autonomie bancaire conclu entre la Commission bancaire et les banques privées ... . Quant au comité de direction, ses membres sont nommés par le conseil d'administration sur proposition du comité après l'avis de la Commission bancaire et financière comme prévu par le régime protocolaire existant dans le secteur bancaire ... . Par ailleurs, le caractère collégial du comité de direction est organisé (article 28)".

Il pourrait paraître qu'il y a une certaine discordance entre l'article 28, alinéa 3, en projet et l'exposé des motifs.

Toutefois, selon les explications fournies par le délégué du ministre, les membres des comités de direction des futures sociétés anonymes de droit public seront solidairement responsables, soit envers la société, soit envers les tiers, de tous dommages-intérêts résultant d'infractions aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ou des statuts sociaux (article 62, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales).

Cette intention doit être exprimée plus clairement qu'elle ne l'est dans l'article en projet, précision d'autant plus nécessaire que l'exposé des motifs, s'il affirme le caractère collégial du comité de direction, est muet quant à la responsabilité de ses membres.

La même observation vaut pour l'article 46, alinéa 3, l'article 83, alinéa 3, l'article 105, alinéa 3, l'article 145, alinéa 3, l'article 164, alinéa 3, l'article 182, alinéa 3.

Article 33.

A la question de savoir quelle est la portée de la restriction "au regard de ces protocoles" sur les pouvoirs du commissaire du gouvernement, le délégué du ministre a répondu que le contrôle exercé par le commissaire du Gouvernement ne s'exerce que par référence aux principes et modalités contenus dans le protocole.

Il est proposé de remplacer le mot "bestuursprotocol" par le mot "bestuursovereenkomst" dans la totalité du texte néerlandais (3).

En réalité, le contrôle exercé par le commissaire du Gouvernement ne peut pas se limiter à vérifier la manière dont les protocoles de gestion ont été exécutés; son contrôle doit également s'étendre à la légalité des décisions prises

(3)A l'article 86 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, correspond aux mots "protocoles de gestion", le mot "beheersovereenkomsten" dans le texte néerlandais.

pour mettre en oeuvre les protocoles, ceux-ci réglant l'accomplissement de missions spéciales de service public.

La même observation vaut pour les articles 51, alinéa 2, 88, alinéa 2, 110, alinéa 2, 150, alinéa 2, 169, alinéa 2, 187, alinéa 2.

Article 37.

A l'alinéa 2, il y a lieu de se référer à l'observation générale I.

Article 73.

A l'alinéa 2, il y a lieu de se référer à l'observation générale I.

Article 74.

A l'alinéa 1er, il y a lieu de se référer à l'observation générale I.

Article 75.

A l'alinéa 1er, il convient de remplacer, en français, le mot "dégagée" par le mot "libérée".

La même observation vaut pour l'article 97, alinéa 1er.

Article 76.

Alinéa 1er.

Il faut écrire comme suit la seconde phrase : "Elle peut dispenser ses crédits et services aux clients précités à des fins non professionnelles".

Cette observation vaut également pour les articles 90, alinéa 2, 1E, a, 98, alinéa 1er, 112, alinéa 2, 1E, a.

Article 90.

A l'alinéa 2, il faut écrire : 1E, a), au lieu de a) 1E.

Cette observation vaut également pour l'article 112, alinéa 2.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2, 1E, a), devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 91.

Alinéa 3.

L'habilitation donnée au Roi est trop large. Il convient que le législateur détermine les conditions de l'agrément et celles de la suspension et de la révocation de cet agrément, à tout le moins les conditions essentielles.

Article 92.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 95.

Alinéa 1er.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 2.

Il convient de se référer à l'observation générale I.

Alinéa 3.

Le texte néerlandais serait mieux rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 96.

Alinéa 1er.

Il convient de se référer à l'observation générale I.

Article 97.

Alinéas 1er, 2 et 5.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 98.

Alinéa 7.

Il convient de remplacer, en français, les mots "la dispensation" par les mots "l'octroi".

Article 99.

Alinéa 2.

Le texte néerlandais du 2E devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 103.

Alinéa 2.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 106.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 108.

Alinéa 1er.

Le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 3.

Le texte néerlandais de la fin de l'alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 111.

Le texte néerlandais de la fin de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 112.

Alinéa 1er.

Il y a lieu de remplacer, en français, le mot "agréation" par le mot "agrément".

Article 113.

Alinéa 2.

Cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"L'Institut national de crédit agricole ne peut faire appel à la garantie de l'Etat qu'après ...".

Article 115.

Paragraphe 1er.

Le début du paragraphe 1er du texte français serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Aussi longtemps que la société n'aura qu'un seul actionnaire, les ...".

La même observation vaut pour l'article 189, § 1er.

Le texte néerlandais du même paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 118 et ss.

Le futur et l'indicatif présent sont utilisés dans le texte français; dans les dispositions où le futur est employé, il faut le remplacer par l'indicatif présent.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er de l'article 118 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 120.

Alinéas 2 et 3.

Il convient de se référer à l'observation générale I.

Article 121.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 126.

Le texte néerlandais de l'alinéa 7, in fine, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 129.

Alinéa 1er.

Le texte néerlandais de l'alinéa, in fine, devrait être rédigé comme il est indiqué au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 3.

Le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 136.

Alinéa 2.

Il convient de se référer à l'observation générale I.

Article 137.

Alinéa 1er.

Il y a lieu de se référer à l'observation générale I.

Article 138.

Alinéa 4.

La troisième phrase, par le recours qui y est fait au mot "notamment" est incomplète. Il convient dès lors de l'omettre. Les références qui y figurent, pourraient être citées dans l'exposé des motifs.

Article 139.

Alinéa 2.

Le début serait mieux rédigé comme suit :

"Elle rencontre par priorité les besoins de crédit des ...".

Article 150.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3, in fine, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 154.

Alinéa 2.

Il y a lieu de se référer à l'observation générale I.

Article 156.

Alinéa 1er.

Il y a lieu de se référer à l'observation générale I.

Article 157.

Il faut écrire, en français, "obligations et autres valeurs mobilières". En effet, les termes "autres titres" utilisés dans le texte en projet, ne désignent pas les documents représentatifs de valeurs mobilières.

La même observation vaut pour l'article 176, alinéa 10.

Article 164.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 165.

Le texte néerlandais de la troisième phrase devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 172.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, 2E, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 173.

Alinéa 2.

Il convient de se référer à l'observation générale I.

Article 174.

Alinéa 1er

Il convient de se référer à l'observation générale I.

Article 189.

Paragraphe 2

A la dernière ligne, il y a lieu d'écrire : "où il redeviendra seul actionnaire".

Article 193.

Le Conseil d'Etat, section de législation, attire l'attention de l'auteur du projet et des membres des Chambres législatives sur le caractère novateur de la solution retenue à l'alinéa 2. Celui-ci serait mieux rédigé comme suit :

"Tous leurs biens sont saisissables".

Article 197.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 198.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 199.

Dans le projet de loi modifiant le droit des sociétés dans le cadre de l'organisation transparente du marché des entreprises et des offres publiques d'achat, il est prévu que l'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales cesse d'exister en tant que règle légale, mais que les sociétés peuvent, si elles le souhaitent, prévoir dans leurs statuts, la limitation du droit de vote à condition quelle soit ratifiée par une assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts (article 18 du projet de loi précité).

Il convient d'assurer la mise en concordance des deux lois en projet.

Article 201.

La concordance de cette disposition doit être assurée avec les dispositions du projet de loi modifiant le droit des sociétés dans le cadre de l'organisation transparente du marché des entreprises et des offres publiques d'acquisition actuellement examiné par le Conseil d'Etat et, en particulier, avec celles relatives aux actions sans droit de vote.

Article 202.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, 1E, in fine, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Le paragraphe 2 énonce, en son alinéa 1er, une série de fonctions que ne peuvent remplir les membres des organes de gestion courante des établissements publics de crédit.

Le troisième alinéa de ce paragraphe 2 permet toutefois à la Commission bancaire d'autoriser des dérogations à ces interdictions.

A défaut de critère défini par le législateur lui-même, ce pouvoir de dérogation a un caractère purement discrétionnaire. Quelle que soit la prudence avec laquelle il a été exercé jusqu'à présent en vertu de dispositions analogues, ce pouvoir est excessif, puisque, dans la rigueur des termes, il permet de suspendre, cas par cas, l'application de la loi.

La disposition doit donc être revue (4).

Article 203.

(4)En ce sens, voir l'avis donné sur le projet de loi "modifiant les lois sur les établissements de crédit pour les adapter au droit des Communautés européennes" (Doc. parl., Chambre, 277 (1981-1982) nE 1, p. 34).

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 204.

Le régime juridique des "protocoles de gestion" doit être précisé, en particulier en ce qui concerne "les sanctions applicables au cas où les engagements de l'une des parties ne sont pas respectés".

L'article 86 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires avait également instauré la possibilité de conclure pareils protocoles. D'après le délégué du ministre, ces dispositions n'ont pas été mises en oeuvre. Il appartiendra à l'auteur du projet et aux Chambres législatives d'apprécier s'il n'y a pas lieu de prévoir des mesures transitoires qui permettraient d'éviter que la conclusion des protocoles soit indéfiniment reportée.

Article 208.

A l'alinéa 3, il y a lieu d'omettre les mots "et des experts".

Article 217.

Le texte néerlandais du 4E devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite au sujet de la version néerlandaise du présent avis.

Article 220.

A la fin de l'alinéa 1er, la dernière phrase doit être rédigée en prenant exemple sur le texte néerlandais.

Article 235.

Paragraphe 2.

Interrogé au sujet de l'article 25sexies, § 2, 1E, en projet sur les mesures nécessaires à la protection des tiers que la Commission bancaire pourrait exiger, le délégué du ministre a répondu que :

> "Les mesures visées tiendraient à organiser la protection des déposants après la fin de l'affiliation (et donc, normalement, du contrôle exercé sur l'association affiliée) : on peut penser au maintien du contrôle jusqu'au remboursement de tous les fonds de tiers ou la consignation de ces fonds".

Au paragraphe 2, 11E, la dernière phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Ces reviseurs peuvent effectuer les contrôles ...".

Article 245.

Au 8E, il serait préférable pour assujetir les caisses d'épargne communale à l'impôt des sociétés, de procéder par modification du Code des impôts sur les revenus.

Article 246.

Comme l'intention du Gouvernement exprimée dans l'exposé des motifs est d'établir une codification, l'habilitation prévue à l'alinéa 1er mériterait d'être élargie, en s'inspirant, par exemple, de l'article 96 de la loi du 26 juillet 1971, organisant les agglomérations et les fédérations de communes. Si telle est bien l'intention, le terme "codification" devrait être substitué à ceux de "mise en concordance".

L'exposé des motifs précise aussi que "selon ce qui est de règle, l'arrêté royal de coordination n'entrera en vigueur qu'après la publication de la loi qui l'aurait ratifié". Cette règle n'est pas énoncée de façon exacte dans le dispositif en projet, dont l'alinéa 2 porte que "l'arrêté royal de coordination fera l'objet d'un projet de loi de ratification qui sera soumis aux Chambres législatives, au cours de la session, si elles sont réunies, sinon au début de leur plus prochaine session" et que "son entrée en vigueur est réglée par la loi de ratification". Cette dernière phrase doit être remplacée par le texte suivant : "(...) Il n'aura d'effet qu'à la date de la publication de la loi qui le ratifie". En effet, la loi en question ne saurait rétroagir sans être exposée à

la critique de porter des dispositions nouvelles applicables à des situations passées.

Article 247.

Alinéa 3.

Aux questions de savoir si la sanction prévue ne devrait pas concourir à la protection des déposants, (mesures de publicité ou affiliation d'office) et aussi qui prononcera cette sanction, le délégué du ministre a donné les réponses suivantes :

> "Dans les systèmes de protection des dépôts déjà existants, il est prévu une publicité des établissements participant à ces systèmes : la non-participation de certains établissements recevrait donc une publicité.
>
> L'affiliation d'office n'a pas été prévue parce qu'elle heurte l'idée de solidarité sur laquelle repose ces systèmes de protection.
>
> La mesure sera "prononcée" sous la forme d'un constat par l'autorité (Commission bancaire) de ce qu'un établissement n'aurait pas adhéré à un système de protection des dépôts. Ce constat apparaît à la liste publique des établissements de crédit".

Le système conçu manque de cohérence en ce que, suivant le délégué du ministre, l'affiliation d'office est écartée alors que l'article 247, alinéa 1er, prévoit une obligation de s'affilier.

Il appartiendra aux Chambres législatives d'apprécier.

Au surplus, la détermination de la contribution imposée aux établissements publics de crédit qui ne participent pas à un système collectif de protection des dépôts pourrait donner lieu à des contestations et la question se pose, dès lors, de savoir quelle sera la juridiction qui sera compétente pour les trancher.

Enfin, la contribution payée devrait servir à la protection des déposants de l'établissement qui a omis de s'affilier.

Article 251.

Aux termes de cette disposition du projet,

> "Pour l'application future des lois et décrets relatifs à l'intervention des pouvoirs publics dans la charge des crédits d'investissement accordés par des établissements de crédit aux entreprises et aux institutions sans but lucratif, les conditions auxquelles la garantie ou les subventions en intérêts de la part de ces pouvoirs publics peuvent être attachées à ces crédits, sont fixées de manière identique pour l'ensemble de ces établissements de crédit".

La sécurité juridique serait mieux garantie si l'exposé des motifs était complété par l'énumération des conditions visées par le projet (en effet, l'avis et le rapport au Roi précédant l'arrêté royal nE 3 du 24 décembre 1980 ne permettent pas de clarifier le problème du plafond des subventions en intérêts) et par l'indication de la procédure qui sera suivie pour assurer l'identité de ces conditions.

Article 253.

Cette disposition porte ce qui suit :

"Sauf pour les missions spéciales qui leur sont ou leur seraient confiées par des lois particulières, le cas échéant précisées par les protocoles de gestion visés aux articles 204 et 205, et sans préjudice des stipulations de ces protocoles convenues dans le respect des dispositions précitées, les activités et opérations des établissements publics de crédit ne comporteront pas de charges ou d'avantages légaux ou réglementaires d'ordre financier ou fiscal par rapport aux activités ou opérations similaires effectuées par les établissements privés de crédit.

Le Roi modifie les lois et règlements applicables aux activités et aux opérations des établissements de crédit ainsi que toute autre disposition légale ou réglementaire en vue de les conformer au principe défini par l'alinéa 1er".

L'attribution de pouvoirs au Roi prévue à l'alinéa 2 dépasse la mission normale du pouvoir exécutif, telle qu'elle est définie à l'article 67 de la Constitution.

En tant qu'elle concerne la législation fiscale, la dévolution de matières prévue par le projet ne saurait se fonder sur l'article 78 de la Constitution, puisqu'elle touche un domaine qui est réservé au législateur par les articles 110 et 112 de la Constitution.

Les adaptations législatives envisagées en cette matière par les auteurs du projet devront être l'oeuvre du législateur.

Article 265.

Cette disposition doit être examinée quant au contrôle des établissements publics de crédit et quant à la situation juridique de leurs agents.

1E Selon le commentaire de l'exposé des motifs consacré au premier objet de la disposition, celle-ci

"soustrait la Caisse de crédit professionnel, l'Institut national de crédit agricole et l'Office central de crédit hypothécaire à l'ensemble des contraintes résultant de la loi du 16 mars 1954 sur le contrôle de certains organismes d'intérêt public. On relèvera, notamment, que cette disposition aura pour effet de faire cesser l'assujettissement de ces institutions au contrôle de la Cour des comptes sauf pour ce qui serait de l'usage par elles, dans l'exécution de missions spéciales, de deniers provenant du budget de l'Etat".

Ce commentaire devrait être complété par l'indication de la ratio légis d'une mesure aussi radicale, que le Conseil d'Etat n'entrevoit pas.

En effet, d'une part, on n'aperçoit pas le motif pour lequel l'information périodique du Parlement qui peut résulter de l'application de l'article 6, § 6, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 à certains établissements publics de crédit, perdrait sa raison d'être à la suite de l'entrée en vigueur du projet de loi présentement examiné (5); d'autre part, le

(5)En particulier en ce qui concerne la bonne exécution des "missions légales spéciales" et le respect des "protocoles de gestion".

bien-fondé de la suppression de contrôle de la Cour des comptes n'apparaît pas clairement : que l'on considère la nature des deux institutions que sont la Cour des comptes et la Commission bancaire et financière, l'objet de leur contrôle, de légalité ou prudentiel, ou ses modalités, sous tous ces aspects, l'accomplissement de leurs missions respectives ne paraît pas constituer un double emploi. Au demeurant, il est remarquable qu'en France, lors des réformes législatives qui ont contribué à donner une plus large autonomie aux entreprises publiques par l'allégement des procédures de contrôle a priori, le contrôle a posteriori de la Cour des comptes a été renforcé (6).

---

(6)Ce renforcement a été décrit comme suit par A. DELION : "La Cour des comptes a été chargée de contrôler non seulement les entreprises dépendant directement de l'Etat, totalement ou majoritairement, mais aussi, si elle le décide, l'ensemble des filiales directes ou indirectes des groupes publics, ainsi que les entreprises où l'Etat ne disposerait que de la majorité des voix dans les organes dirigeants ou d'un pouvoir prépondérant quel qu'en soit le fondement.
Ses pouvoirs, déjà larges, de contrôle sur place, de communication de tous documents, de convocation et d'audition de tout agent public, ont été encore étendus à la consultation des dossiers des commissaires aux comptes, auxquels elle peut demander des investigations complémentaires, à la possibilité d'obtenir des informations de certains tiers, à la communication de toutes données informatiques sous des formes adaptées à ses besoins de contrôle", in "Entreprises publiques : privatiser ou réformer ?", R.I.S.A., 1990, pp. 73-89, in casu p. 85.

En tout cas, la sécurité juridique implique que la compétence de la Cour de contrôler l'usage des deniers publics par les institutions publiques de crédit, réaffirmée dans l'exposé des motifs, soit exprimée dans le dispositif du projet de loi, pour prévenir toute discussion sur la portée de l'article 116 de la Constitution (7). Dans ce contexte, il paraît dénué de justification de priver la Cour, à l'avenir, de la possibilité d'organiser un contrôle sur place desdites institutions, comme le prévoit actuellement l'article 6, § 6, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1954; cette possibilité mérite d'être maintenue pour assurer l'efficacité du contrôle (8).

2E L'exposé des motifs commente la même disposition, en ce qui concerne le statut du personnel des établissements du secteur public du crédit, en ces termes :

---

(7)Sur la question de savoir si la compétence de la Cour des comptes s'étend d'office à l'ensemble des patrimoines particuliers constitués par l'Etat, et sur la notion de deniers publics, voyez D. DEOM, Le statut juridique des entreprises publiques, Story-Scientia, Bruxelles, 1990, pp. 352-355, nEs 230-231, ainsi que la jurisprudence et la doctrine citées, en particulier, Cass. 16 octobre 1975, J.T., 1976, pp. 41 et s. avec les conclusions de M. le Premier avocat général F. DUMON.

(8)Il est à noter que l'article 27, § 3, de l'avant-projet de loi portant réforme de certaines entreprises publiques économiques maintient, en ce qui concerne cette catégorie d'entreprises, le contrôle sur place de la Cour et la publication des comptes dans les cahiers d'observations. La création de la Commission des comptes des missions spéciales par l'article 206 du projet de loi présentement examiné, que présidera un membre de la Cour des comptes, ne rend pas superflu un tel contrôle, en raison de la composition de ce collège et de sa compétence limitée.

"Le projet n'entend pas apporter de modifications aux statuts des personnels des institutions régies par le Livre Ier. A cet égard, également, il laisse la latitude aux organes de gestion de fixer, notamment dans le cadre de conventions collectives du secteur ou propres à chaque institution, les règles régissant les relations de travail. L'intention du Gouvernement est que ces organes de gestion puissent, de la manière qui paraîtra se recommander, user des facultés offertes par le droit commun du contrat de travail, tant à l'égard du personnel futur que du personnel existant. C'est dans cet esprit que l'article 264 (lire : 265) du projet prévoit que la loi du 16 mars 1954 sur le contrôle de certains organismes d'intérêt public cessera d'être applicable aux établissements publics de crédit qui sont actuellement régis par cette législation et, notamment, par l'article 11 de celle-ci relative à la fixation du cadre et du statut du personnel. L'article 264 généralise ainsi à ces établissements ce qui avait été fait en 1980 lors de la réforme de la Caisse générale d'épargne et de retraite (arrêté royal nE 3 du 24 décembre 1980, articles 1er et 2)".

Ces explications laissent incertains :

1Ele point de savoir quel serait le pouvoir des organes compétents des établissements publics de crédit, d'user du droit commun du contrat de travail à l'égard d'agents statutaires recrutés avant l'entrée en vigueur de la loi;

2Ela question de la combinaison harmonieuse de cette faculté générale du recours au contrat avec la règle inscrite à l'article 256 du projet de loi selon laquelle

les droits des membres du personnel de la C.G.E.R. sont "continués de plein droit" à charge de la C.G.E.R. - Banque ou de la C.G.E.R. - Assurances, lors de leur affectation dans l'une ou l'autre de ces institutions;

3Ela solution du problème qui pourrait naître de la coexistence, au sein de la même institution, de personnel statutaire et de personnel contractuel, spécialement du point de vue des juridictions compétentes pour contrôler le respect du principe d'égalité - dans l'accès aux emplois, dans les conditions de rémunération, dans les possibilités de promotion (...) - et des règles qu'elles auront à appliquer à cette fin.

Il en résultera une insécurité juridique qui ne saurait être sous-estimée et à laquelle il doit être remédié.

En conclusion, le texte doit être fondamentalement revu.

Article 269.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 269 de l'avant-projet :

Chapitre IV - Dispositions abrogatoires.

"Article 269.-

Sont abrogés :

.../...

1El'arrêté royal du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite modifiée par la loi du 21 juin 1894, la loi du 9 août 1897, la loi du 30 avril 1958, l'arrêté royal nE 20 du 23 mai 1967, l'arrêté royal nE 44 du 24 octobre 1967, l'arrêté royal du 15 avril 1977 et l'arrêté royal nE 1 du 24 décembre 1980;

2El'arrêté royal nE 113 du 27 février 1935 sur l'organisation du petit crédit professionnel, modifié par l'arrêté royal nE 185 du 9 juillet 1935 et par l'arrêté-loi du 23 décembre 1946;

3El'arrêté royal nE 226 du 7 janvier 1936, instituant un Office central de crédit hypothécaire, modifié par l'arrêté royal du 14 octobre 1937, l'arrêté royal nE 67 du 30 novembre 1939, l'arrêté royal du 3 octobre 1955 et par l'arrêté royal nE58 du 10 novembre 1967;

4El'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création d'un Institut national de crédit agricole, modifié par l'arrêté royal nE 67 du 30 novembre 1939, l'arrêté royal du 10 novembre 1955, la loi du 15 avril 1958, la loi du 4 avril 1963, l'arrêté royal du 14 avril 1965, l'arrêté royal nE 57 du 10 novembre 1967, la loi du 6 décembre 1974, la loi du 17 juillet 1985 et par la loi du 22 décembre 1989;

5El'arrêté royal du 2 juin 1956 portant refonte du statut de la Caisse nationale de crédit professionnel, modifié par l'arrêté royal du 31 janvier 1958, la loi du 14 février 1962, l'arrêté royal nE 59 du 10 novembre 1967, la loi du 14 mars

1975, la loi du 4 août 1978, la loi du 13 juillet 1983, la loi du 31 juillet 1984;

6El a loi du 16 avril 1963 relative au contrôle du Crédit communal de Belgique;

7El'arrêté royal nE 2 du 24 décembre 1980 relatif à la surveillance de la Caisse d'épargne de la Caisse générale d'épargne et de retraite;

8El'article 48 de la loi du 17 juillet 1985 modifiant les lois sur les établissements de crédit, principalement pour les adapter au droit des Communautés européennes".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het is van belang dat het ontwerp met de nodige duidelijkheid vaststelt welke wettelijke normen het nieuwe soort rechtspersoon dat het ontwerp instelt en dat er "publiekrechtelijke naamloze vennootschap" wordt genoemd, in acht moet nemen en hoe die normen hiërarchisch ingedeeld zijn.

De wet kan geen onzekerheid laten bestaan over de vraag of de statuten al dan niet kunnen afwijken van de dwingende bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, als zo'n afwijking niet absoluut noodzakelijk is om die statuten in overeenstemming te brengen met de wet tot organisatie van de rechtspersonen die bij het onderhavige ontwerp worden opgericht.

De rechtszekerheid vereist dat de ontworpen wet een duidelijke keuze maakt tussen twee zienswijzen omtrent de naleving van de voorschriften die van toepassing zijn op de privaatrechtelijke naamloze vennootschappen, door de statuten van een "publiekrechtelijke naamloze vennootschap".

De eerste keuze houdt in dat de voorschriften van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen geen bindende kracht hebben voor de publiekrechtelijke naamloze vennootschap. De bepalingen van die wetten zouden enkel nog worden beschouwd als een geheel van aanvullende voorschriften die slechts toepasselijk zijn op de publiekrechtelijke vennootschap in de gevallen die noch uitdrukkelijk noch stilzwijgend worden geregeld door de organieke wet of door de statuten, of ook in de gevallen waarin diezelfde organieke wet - of zelfs de statuten - zelf naar die voorschriften verwijst.

Volgens de tweede oplossing blijft het bindende karakter van de gecoördineerde wetten dat nu geldt voor de

privaatrechtelijke vennootschappen behouden, maar worden een reeks uitzonderingen gemaakt om de bijzondere opdracht van de publiekrechtelijke naamloze vennootschappen niet op te offeren aan de naleving van de gecoördineerde wetten. Als die tweede zienswijze wordt aangenomen, kunnen de statuten van die vennootschappen van de gecoördineerde wetten afwijken in gevallen waarin de privaatrechtelijke vennootschappen dat niet kunnen; maar die mogelijkheid bestaat slechts als de afwijking wordt voorgeschreven of toegestaan door de wet tot organisatie van de publiekrechtelijke vennootschap. De statuten van de publiekrechtelijke vennootschappen moeten dus in overeenstemming zijn met de organieke wet en met de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, maar de naleving van die gecoördineerde wetten is slechts verplicht wanneer de organieke wet dat zo heeft bepaald.

De tekst van de ontworpen wet zegt enkel, zoals in artikel 1, tweede lid, in verband met de A.S.L.K.-Holding, dat daarop "de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen van toepassing (zijn), voor zover hiervan niet wordt afgeweken door deze wet of haar statuten" (welke formule ook wordt gebruikt in de artikelen 19, tweede lid, 37, tweede lid, 73, tweede lid, 95, tweede lid, 120, tweede lid, 136, tweede lid, 154, tweede lid, 173, tweede lid) en laat op die manier in het midden of de afwijking waarin de statuten voorzien, in het algemeen mogelijk is of slechts mogelijk is wanneer de organieke wet dat voorschrijft of toestaat. De precisering die wordt gegeven in artikel 2, eerste lid, in fine, en volgens welke "de statutaire bepalingen die afwijken van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, pas in werking (treden) na goedkeuring door de Koning", kan de dubbelzinnigheid van

artikel 1 niet opheffen. Het commentaar bij artikel 1 kan dat evenmin omdat wordt herhaald dat de afwijkingen van de gecoördineerde wetten uit de ontworpen wet of uit de statuten moeten voortvloeien en er enkel aan wordt toegevoegd dat die afwijkingen impliciet kunnen zijn. Het zou trouwens bijzonder lastig zijn als men zich in sommige gevallen zou moeten afvragen of de statuten niet impliciet zijn afgeweken van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Het is dus nodig dat de wet zelf zonder enige onduidelijkheid zegt in welke mate de statuten van de publiekrechtelijke naamloze vennootschappen de dwingende bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen moeten naleven en daarbij elke afwijking uitsluit die niet is gebaseerd op uitdrukkelijke bepalingen van de ontworpen wet.

Bij de eerste zienswijze omtrent de naleving door de naamloze vennootschappen van de voorschriften die op de privaatrechtelijke naamloze vennootschappen van toepassing zijn, moeten immers een aantal punten van kritiek worden geformuleerd.

1. Er is een fundamenteel onderscheid tussen dwingende wetten en aanvullende wetten. Door aan sommige bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en inzonderheid aan sommige bepalingen betreffende de naamloze vennootschappen het kenmerk van dwingende wetten te geven, heeft de wetgever de nadruk willen leggen op het belang dat die bepalingen hebben voor het rechtsverkeer. Precies wegens hun uitstekende maatschappelijke functie, genieten de dwingende bepalingen een grotere juridische bescherming. Men

kan weliswaar aannemen dat de wetgever zelf, na de in het geding zijnde belangen te hebben afgewogen, kan uitmaken welke dwingende bepalingen van de gecoördineerde wetten niet dwingend zullen zijn voor de openbare kredietinstellingen, maar het is onaanvaardbaar dat elke openbare kredietinstelling in haar statuten, zij het dan met de goedkeuring van de Koning, de toepassing van onverschillig welke dwingende bepaling van de genoemde gecoördineerde wetten kan uitsluiten (zie in dat verband artikel 2, eerste lid). Dat is in strijd met het beginsel van de wettigheid van de publiekrechtelijke rechtspersonen.

2. Het doel dat met het ontwerp openlijk wordt nagestreefd, is de concurrentie tussen de ondernemingen van de privé-sector en die van de openbare sector haar gang te laten gaan en ervoor te zorgen dat ze in die concurrentie op voet van gelijkheid staan, onder voorbehoud van een aantal afwijkende voorschriften die door de ontworpen wet, precies rekening houdend met het openbare karakter van die ondernemingen, zijn vastgesteld.

De door het ontwerp aan de Koning geboden mogelijkheid om ad nutum af te wijken van de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en vooral van de bepalingen betreffende de naamloze vennootschappen, kan tot gevolg hebben dat de in beginsel gelijke omstandigheden waaronder de concurrentie moet plaatshebben, sterk veranderd en zelfs vervalst worden, wat in strijd is met het beoogde doel. In het uiterste geval zou de Koning zelfs, op verzoek van elke in het ontwerp bedoelde onderneming, alle bepalingen

betreffende de naamloze vennootschappen kunnen uitsluiten zodat de verwijzing naar die gecoördineerde wetten louter formeel zou worden.

3. Ten slotte bestaat er gevaar voor ongelijke behandeling van de diverse openbare ondernemingen zelf, aangezien dezelfde dwingende bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen voor de ene hun dwingend karakter zouden kunnen verliezen terwijl ze het voor de andere zouden behouden.

II. Geen enkele bepaling van de ontworpen wet onttrekt de openbare kredietinstellingen aan de bepalingen van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Waarschijnlijk moet uit dat stilzwijgen worden afgeleid dat alle bepalingen van die gecoördineerde wetten van toepassing blijven. Zo niet, zou de ontworpen wet zelf de kwestie moeten regelen.

In ieder geval moet de kwestie van het gebruik der talen voor de dochters, die niet met een opdracht van openbaar belang zouden worden belast, door de bevoegde wetgever worden geregeld (9).

---

(9) Artikel 36, § 1, van het voorontwerp van wet betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State thans om advies is gevraagd, regelt de kwestie van het gebruik van de talen in deze bedrijven en in sommige van hun dochters.

BIJZONDERE OPMERKING.

Het taalgebruik in de Nederlandse tekst van het ontwerp is op een aantal plaatsen niet correct of vatbaar voor verbetering; bij wijze van voorbeeld worden met betrekking tot een aantal artikelen voorstellen gedaan in het advies.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Eerste lid.

De woorden "met rechtspersoonlijkheid" zijn overbodig en moeten vervallen.

Artikel 1 bepaalt immers dat de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, een openbare instelling die onderworpen is aan de wet van 16 maart 1865, wordt omgevormd tot een publiek-rechtelijke naamloze vennootschap, hetgeen betekent dat de rechtspersoonlijkheid die de A.S.L.K. vo,'o,'r die omvorming bezat, wordt behouden.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 9, 19, 37, 73, 95, 136, 173.

Artikel 6.

Tweede lid.

1. Met betrekking tot artikel 6, tweede lid, 2E, rijzen de volgende vragen :

1Ebetekenen de woorden "vaste functie" dat de benoeming tot bestuurder afhankelijk wordt gesteld van de voorafgaande uitoefening van een "vaste functie" in de vennootschap of dat de bestuurder er na zijn benoeming een "vaste functie" moet uitoefenen ?

2Ekan men ervan uitgaan dat die vaste functie in werkelijkheid een voltijdse functie is ?

Indien dit de betekenis is die de initiatiefnemers van het ontwerp aan de woorden "vaste functie" hechten, dienen ze te worden vervangen door de woorden "voltijdse functie";

3Emoet de ene bestuurder Nederlandstalig en de andere Franstalig zijn ?

Dit zijn belangrijke vragen, temeer daar de bestuurders in kwestie binnen het kader van de holding en de dochters ervan een essentiële rol vervullen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 124, tweede lid, 2E.

2. In het vierde lid van artikel 6 is er een discrepantie tussen de Franse tekst waarin de woorden "d'expression linguistique" te lezen zijn en de Nederlandse tekst waarin het woord "taalrol" gebezigd wordt.

Volgens de gemachtigde van de minister past het woord "taalrol" hier niet. De Nederlandse tekst dient derhalve te worden aangepast.

3. Het zou beter zijn dat de tweede zin van het vierde lid en de tekst van het vijfde lid een geheel vormen; die tweede zin zou aan het einde van het vijfde lid komen te staan en zou als volgt geredigeerd zijn :

"(De raad van bestuur ... Franstalige leden.) De voorzitter en de ondervoorzitter zijn Nederlandstalig, respectievelijk Franstalig, of omgekeerd".

Artikel 8.

Eerste lid.

In artikel 8 wordt voor het eerst gebruik gemaakt van het begrip "groep", dat niet wordt omschreven. Dit begrip behoort in het bepalend gedeelte van de ontworpen wet nader te worden omschreven.

Tweede lid.

Volgens de laatste zin "kan" de raad van bestuur "bepaalde van zijn bevoegdheden overdragen".

Er dient te worden gepreciseerd om welke bevoegdheden het gaat of, eventueel, van welke bevoegdheden het uitgesloten is dat ze worden gedelegeerd.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 11, tweede lid, 28, tweede lid, 46, tweede lid, 83, tweede lid, 105, tweede lid, 145, tweede lid, 182, tweede lid.

Derde lid.

Het zou beter zijn de eerste zin als volgt te redigeren :

"De raad ontvangt geregeld een verslag van het uitvoerend comité. De raad of ...".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 26, eerste lid, 44, eerste lid, 81, eerste lid, 103, eerste lid, 126, derde lid, 143, eerste lid, 162, eerste lid, 180, eerste lid.

Artikel 9.

Vierde lid.

Luidens de memorie van toelichting, geschiedt de uitbreiding van de pensioenregeling "onverminderd uiteraard de regels inzake pensioenbeperking in de overheidssector". De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat dit wel degelijk de bedoeling is van de Regering.

De ontworpen tekst, die weliswaar later tot stand is gekomen dan de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, kan dus niet zo worden uitgelegd dat hij afwijkt of de mogelijkheid biedt om af te wijken van de bepalingen van de genoemde wet inzake maximumbedragen en cumulatieregelen voor de pensioenen van de openbare sector, die van toepassing zijn "niettegenstaande elke andere wettelijke, reglementaire of contractuele bepaling" (artikel 38 van de eerder genoemde wet). Er valt op te merken dat de eerder genoemde wet van toepassing is op de personeelsleden en de leden van de beheers-, bestuurs- en directieorganen, van de daarin bedoelde instellingen, zonder onderscheid, en dat de wet mede van toepassing is op de bijkomende voordelen van contractuele aard die aan de betrokkenen zijn toegekend. De zeer algemene aard van de bepalingen in kwestie kan overigens niet worden afgezwakt zonder dat afbreuk wordt gedaan aan artikel 6 van de Grondwet.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 30, 48, 85, 107, 127, 147, 166 en 184.

Artikel 11.

Eerste lid.

De tweede zin is niet duidelijk in het Frans. Bij het lezen van die zin zou men kunnen denken dat het uitvoerend comité zichzelf vertegenwoordigt, hetgeen uiteraard niet de betekenis is die aan die zin moet worden gehecht.

Ook in de Nederlandse tekst zou het beter zijn te schrijven :

"Het vertegenwoordigt de holdingvennootschap in de in artikel 4, 1E, bedoelde dochters, met naleving van de

voor die dochters geldende bijzondere voorschriften, alsook in ...".

In de ontworpen wet wordt de kwestie van de aansprakelijkheid van de leden van de raad van bestuur en van de leden van het uitvoerend comité niet geregeld. Wellicht wordt de aansprakelijkheid van de leden van de raad van bestuur, met toepassing van artikel 1, 2E, geregeld door de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, doch deze gevolgtrekking mag niet worden gemaakt voor de leden van het uitvoerend comité, daar er in de wetgeving betreffende de handelsvennootschappen en met name in de bepalingen betreffende de naamloze vennootschappen van een dergelijk orgaan geen sprake is.

Die kwestie zou door de initiatiefnemer van het ontwerp moeten worden geregeld.

Dezelfde opmerking geldt voor de raad van bestuur en voor het uitvoerend comité van de N.V. Gemeentekrediet-Holding (de artikelen 124, 127 en volgende).

De artikelen 12 en 13.

Het zou beter zijn het begin van artikel 12, eerste lid, als volgt te redigeren :

"Art. 12. De vennootschap staat onder de controle van de Minister van Financiën en van de Minister van Economische Zaken".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 130.

In artikel 12, eerste lid, wordt bepaald dat de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken "zich (kunnen) verzetten tegen de uitvoering van elke maatregel die zou indruisen hetzij tegen de wetten en besluiten of de statuten, hetzij tegen de prioritaire doeleinden van het financieel beleid van de Staat".

Op de vraag hoe de budgettaire doeleinden kunnen worden onderscheiden van de financiële doeleinden en de prioritaire van de secundaire doeleinden, heeft de gemachtigde het volgende antwoord gegeven :

> "Les objectifs de la politique financière concernent les secteurs d'activité faisant l'objet des protocoles de gestion. Dans ces secteurs, l'Etat pourra préciser des objectifs relatifs par exemple aux concours financiers à assurer à certaines catégories de bénéficiaires ou de besoins (ex. la politique de financement du logement social, des crédits à l'exportation, ...). Si le motif déterminant de l'intervention de la tutelle ressortit à ces préoccupations, il importera peu que des aspects de politique budgétaire soient atteints. Ce que l'exposé des motifs entend, c'est que la gestion ne soit pas contrôlée sous l'angle déterminant de la politique de dividende en vue de servir, par ce détour, les intérêts du Trésor-actionnaire.
>
> Les objectifs "prioritaires" s'apprécieront en fait (comp. dans certaines institutions publiques, le contrôle des "intérêts de l'Etat" (Banque nationale de Belgique, Crédit communal, ...) ou, plus classiquement, celui de l'"intérêt général")".

Dezelfde uitleg geldt voor artikel 131.

Naar aanleiding van die nadere uitleg kan de vraag rijzen of de meerderheidsaandeelhouders, dus de overheid, hun belang over het maatschappelijk belang kunnen laten prevaleren in de publiekrechtelijke naamloze vennootschappen in oprichting.

Op de vraag wat de juridische grenzen van de autonomie van de openbare bedrijven zijn, wanneer de handelswetgeving daarop krachtens hun organieke wet van toepassing is, verkondigen sommige auteurs de stelling dat de uitoefening van de doorslaggevende bevoegdheid van de openbare aandeelhouders, in het geval van de openbare bedrijven buiten de openbare dienst moet worden ingepast in het zakenrecht en afhankelijk blijft van de toepassing van het begrip misbruik van controle (10).

Volgens de gemachtigde van de minister lijken de algemene theorie van het rechtsmisbruik en de variante daarop, namelijk de theorie van het misbruik van een meerderheid, in het toekomstige recht van de openbare kredietsector te kunnen worden getransponeerd.

Het principe zou in de memorie van toelichting moeten worden toegelicht en er zou moeten worden verduidelijkt hoe het kan worden toegepast op de maatregelen ter uitvoering van de bijzondere opdrachten van de openbare dienst.

---

(10)A.S. Mescheriakoff, L'autonomie des entreprises publiques, Rev. dr. publ. et sc. pol., 1985, blz. 1575-1623, inzonderheid blz. 1618-1619.

Artikel 18.

Aan het begin van artikel 18 schrijve men in de Franse tekst "consécutive à la constitution de la société". Aan het slot van dat artikel 18 behoort er te worden geschreven : "overeenkomstig artikel 9, eerste lid, 2E".

Artikel 20.

Met betrekking tot de tweede zin van het eerste lid behoort er te worden verwezen naar de algemene opmerking I.

Artikel 21.

Vierde lid.

Het zou beter zijn de laatste zin als volgt te redigeren :

"De overdracht van die vorderingen en schulden kan worden tegengeworpen aan derden".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 39.

Artikel 24.

Derde lid.

In artikel 24, derde lid, tweede zin, dient er te worden geschreven : "op de voordracht van aandeelhouders".

Vijfde lid.

In de commentaar die in de memorie van toelichting is gewijd aan artikel 24 staat in de Franse tekst te lezen dat "l'alternance linguistique (est) de règle pour les présidents et vice-présidents".

Die regel is niet geformuleerd in het bepalend gedeelte.

Volgens de gemachtigde van de minister is het woord "alternance", dat in de Franse tekst voorkomt, slecht gekozen. De steller van het ontwerp bedoelt in werkelijkheid dat als regel geldt dat de personen in kwestie anderstalig zijn.

Tussen het bepalend gedeelte en de Franse memorie van toelichting bestaat er dus een discrepantie die moet worden rechtgezet.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 27, zesde lid, 42, vijfde lid, 45, zesde lid, 79, zesde lid, 82, zesde lid, 101, zesde lid, 104, vijfde lid, 124, vierde lid, 127, derde lid, 141, vijfde lid, 144, vijfde lid, 160, zevende lid, 163, zesde lid, 178, vijfde lid, 181, vijfde lid.

Zesde lid.

In artikel 24, zesde lid, wordt bepaald dat "de raad van bestuur evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden (telt)", eventueel met uitzondering van de voorzitter.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom het woord "eventueel" in de tekst voorkomt. Het dient te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt ook voor de artikelen 27, negende lid, 42, zesde lid, 45, negende lid, 79, zevende lid, 82, negende lid, 101, zevende lid, 104, achtste lid, 141, zesde lid, 144, negende lid, 163, negende lid, 178, zesde lid.

Artikel 28, derde lid.

De ontworpen wet bepaalt weliswaar niet welke aansprakelijkheid de leden van de raad van bestuur van de Algemene- Spaar en Lijfrentekas - Bank kunnen dragen, doch bevat in artikel 28, derde lid, een bepaling die als volgt luidt :

> "De in dit artikel bedoelde taakverdeling, delegaties en subdelegaties hebben geen gevolgen voor de collegiale verantwoordelijkheid van de leden van het directiecomité".

In de memorie van toelichting (blz. 26) staat het volgende te lezen :

> "De bestuursregeling voor de Algemene Spaar- en Lijfrentekas - Bank steunt op de protocolregeling in verband met de autonomie van de bankfunctie tussen de Bankcommissie en de particuliere banken ... . Wat het

> directiecomité betreft worden de leden benoemd door de raad van bestuur op de voordracht van het comité en na advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen zoals voorgeschreven door de bestaande protocolregeling voor de banksector ... . Voorts wordt het collegiaal karakter van het directiecomité georganiseerd (artikel 28)".

Het zou er alle schijn van kunnen hebben dat er een zekere discrepantie bestaat tussen het ontworpen artikel 28, derde lid, en de memorie van toelichting.

Volgens de uitleg die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, zullen de leden van de directiecomités van de toekomstige publiekrechtelijke naamloze vennootschappen evenwel hetzij tegenover de vennootschap, hetzij jegens derden, hoofdelijk aansprakelijk zijn voor alle schade die het gevolg is van overtreding van de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen of van de statuten van de vennootschap (artikel 62, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen).

Die bedoeling moet duidelijker worden geformuleerd dan dit in het ontworpen artikel het geval is. Dit is des te meer nodig daar er in de memorie van toelichting weliswaar wordt gewezen op het collegiale karakter van het directiecomité doch met geen woord wordt gerept over de aansprakelijkheid van de leden van dit orgaan.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 46, derde lid, artikel 83, derde lid, artikel 105, derde lid, artikel 145, derde lid, artikel 164, derde lid, artikel 182, derde lid.

Artikel 33.

Op de vraag wat de strekking is van de beperking op de bevoegdheden van de regeringscommissaris, geformuleerd met de woorden "ten aanzien van deze protocollen zelf", heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat de regeringscommissaris de controle slechts uitoefent volgens de principes en op de wijze die in het "protocol" vervat liggen.

Er wordt voorgesteld het woord "bestuursprotocol" overal in de tekst te vervangen door het woord "bestuurs-overeenkomst" (11).

In werkelijkheid mag de controle die door de regeringscommissaris wordt uitgeoefend niet beperkt blijven tot een controle op de wijze waarop de bestuursovereenkomsten zijn uitgevoerd; ook de beslissingen die zijn genomen ter uitvoering van de overeenkomsten, waarbij de uitvoering van speciale opdrachten in het kader van de openbare dienst wordt geregeld, moeten op hun wettigheid worden getoetst.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 51, tweede lid, 88, tweede lid, 110, tweede lid, 150, tweede lid, 169, tweede lid, 187, tweede lid.

---

(11)In artikel 86 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen beantwoordt aan de Franse term "protocoles de gestion" in het Nederlands "beheersovereenkomsten".

Artikel 37.

Wat het tweede lid betreft dient er te worden verwezen naar de algemene opmerking I.

Artikel 73.

Wat het tweede lid betreft dient er te worden verwezen naar de algemene opmerking I.

Artikel 74.

Ten aanzien van het eerste lid dient er te worden verwezen naar de algemene opmerking I.

Artikel 75.

In de Franse tekst van het eerste lid, dient het woord "dégagée" te worden vervangen door het woord "libérée".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 97, eerste lid.

Artikel 76.

Eerste lid.

De tweede zin dient als volgt te worden geredigeerd : "Zij mag haar kredieten en diensten aan de voornoemde klanten verstrekken voor niet-professionele doeleinden".

Die opmerking geldt eveneens voor de artikelen 90, tweede lid, 1E, a, 98, eerste lid, 112, tweede lid, 1E, a.

Artikel 90.

In het tweede lid schrijve men : 1E, a) in plaats van a) 1E.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 112, tweede lid.

Er moet ook "categorieën" worden geschreven in plaats van "categoriëen", en "die hun zijn toegestaan" in plaats van "die hun zijn toegelaten". De laatste opmerking geldt ook voor a) 2E van het ontwerp.

Artikel 91.

Derde lid.

De aan de Koning verleende machtiging is te ruim. De wetgever behoort de regels ter zake van erkenning, schorsing en intrekking van die erkenning vast te stellen, op zijn minst de fundamentele regels.

Artikel 92.

In paragraaf 1 schrijve men : "... worden bezorgd" in plaats van "... worden overgemaakt".

Artikel 95.

Eerste lid.

Men schrijve "laatstelijk gewijzigd" in plaats van "laatst gewijzigd". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 173, eerste lid.

Tweede lid.

Er zij verwezen naar de algemene opmerking I.

Derde lid.

Het zou beter zijn het lid aldus te formuleren :

"De zetel en het hoofdbestuur van het Instituut zijn gevestigd in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 136, derde lid, en voor artikel 173, derde lid.

Artikel 96.

Eerste lid.

Er zij verwezen naar de algemene opmerking I.

Artikel 97.

Eerste lid.

Men schrijve : "drie bedrijfsrevisoren van wie ..." in plaats van "drie bedrijfsrevisoren waarvan ...".

Tweede lid.

In 1E schrijve men : "die onder de Staat ressorteren" in plaats van "die van de Staat afhangen".

Vijfde lid.

Men schrijve : "in het bezit van" in plaats van "in bezit van".

Artikel 98.

Zevende lid.

In de Franse tekst behoren de woorden "la dispensation" te worden vervangen door de woorden "l'octroi".

Artikel 99.

Tweede lid.

In 2E schrijve men "meststoffen" in plaats van "vetstoffen".

Aan het slot van 4E schrijve men : "die moeten worden gerealiseerd in de vorm van huurfinanciering;".

Artikel 103.

Tweede lid.

Men schrijve : "op voorstel van".

Artikel 106.

Men schrijve "bedrijfskosten" in plaats van "bedrijfskost". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 128 en voor artikel 146.

Artikel 108.

Eerste lid.

Het lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"Het directiecomité bestuurt de vennootschap".

Derde lid.

Aan het slot schrijve men : "binnen de grenzen van het doel van de vennootschap".

Artikel 111.

Aan het slot van het tweede lid schrijve men : "... die de wijze van vereffening regelt".

Artikel 112.

Eerste lid.

In de Franse tekst dient het woord "agréation" te worden vervangen door het woord "agrément".

Artikel 113.

Tweede lid.

Het zou beter zijn het lid als volgt te stellen :

"Het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet kan eerst dan een beroep doen op de Staatswaarborg wanneer alle rechtsmiddelen die uit het eerste lid voortkomen zijn beproefd".

Artikel 115.

Paragraaf 1.

Het zou beter zijn het begin van de Franse tekst van paragraaf 1 als volgt te stellen :

"§ 1er. Aussi longtemps que la société n'aura qu'un seul actionnaire, les ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 189, § 1.

In dezelfde paragraaf schrijve men "worden bezorgd" in plaats van "worden overgemaakt".

Artikel 118 e.v.

In de Franse tekst worden de toekomende tijd en de tegenwoordige tijd van de aantonende wijs gebruikt; in de bepalingen waarin de toekomende tijd wordt gebruikt, behoort die te worden vervangen door de tegenwoordige tijd van de aantonende wijs.

Bovendien schrijve men in het eerste lid van artikel 118 "haar doel" in plaats van "haar maatschappelijk doel".

Artikel 120.

Tweede en derde lid.

Er zij verwezen naar de algemene opmerking I.

Artikel 121.

Eerste lid.

Men schrijve : "... die onder de Staat of onder de Belgische plaatselijke overheden ressorteren en ... voeren".

Artikel 126.

Zevende lid.

Aan het slot van het lid schrijve men : "hun gemotiveerde beslissingen over deze voorstellen".

Artikel 129.

Eerste lid.

Het slot zou als volgt gesteld moeten worden :

"Het bereidt de beslissingen van de raad van bestuur voor en voert ze uit. Het ziet er inzonderheid op toe dat die beslissingen door de dochters worden uitgevoerd".

Derde lid.

Men schrijve : "hebben zitting in de raad van bestuur" in plaats van "zetelen in de raad van bestuur".

Artikel 136.

Tweede lid.

Er zij verwezen naar de algemene opmerking I.

Artikel 137.

Eerste lid.

Er dient te worden verwezen naar de algemene opmerking I.

Artikel 138.

Vierde lid.

In de derde zin wordt gewerkt met het woord "inzonderheid", waardoor hij onvolledig is. De zin behoort derhalve achterwege te worden gelaten. De verwijzingen die erin staan zouden in de memorie van toelichting kunnen worden aangehaald.

Artikel 139.

Tweede lid.

Het zou beter zijn het begin aldus te stellen :

"Zij voorziet bij voorrang in de kredietbehoeften van de plaatselijke overheden, de openbare instellingen, lichamen en ondernemingen ...".

Artikel 150.

Derde lid.

Aan het slot schrijve men : "een afschrift van de beroepen die hij met toepassing van het tweede lid instelt". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 169, derde lid.

Artikel 154.

Tweede lid.

Er is grond om te verwijzen naar de algemene opmerking I.

Artikel 156.

Eerste lid.

Er dient te worden verwezen naar de algemene opmerking I.

Artikel 157.

In de Franse tekst schrijve men "obligations et autres valeurs mobilières". De woorden "autres titres", die in de ontworpen tekst worden gebezigd, wijzen immers niet op de stukken die effecten vertegenwoordigen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 176, tiende lid.

Artikel 164.

In het tweede lid schrijve men : "Het directiecomité kan een aantal van zijn bevoegdheden overdragen ...".

Artikel 165.

In de derde zin schrijve men : "Indien deze vergoeding ... dan mogen in de berekeningsbasis geen bestanddelen voorkomen die als bedrijfskosten ... aangemerkt".

Artikel 172.

In het eerste lid, 2E, schrijve men : "om ze in overeenstemming te brengen ...".

Artikel 173.

Tweede lid.

Er zij verwezen naar de algemene opmerking I.

Artikel 174.

Eerste lid.

Er zij verwezen naar de algemene opmerking I.

Artikel 189.

Paragraaf 2.

Op de laatste regel schrijve men : "opnieuw de enige aandeelhouder wordt".

Artikel 193.

De Raad van State, afdeling wetgeving, maakt de steller van het ontwerp en de leden van de Wetgevende Kamers opmerkzaam op de vernieuwing die besloten ligt in de regeling zoals zij in het tweede lid is uitgewerkt. Het zou beter zijn dat lid aldus te stellen : "Al hun goederen zijn vatbaar voor beslag".

Artikel 197.

Eerste lid.

Men schrijve : "in andere dan de in België officiële talen".

Artikel 198.

Men schrijve : "drie vierde van de uitgebrachte stemmen".

Artikel 199.

In het ontwerp van wet tot wijziging van het vennootschapsrecht in het kader van een doorzichtige organisatie van de markt van de ondernemingen en van de openbare overnameaanbiedingen, wordt bepaald dat artikel 76 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen ophoudt te bestaan als wetsvoorschrift, maar dat de vennootschappen desgewenst in hun statuten een beperking op het stemrecht kunnen stellen op voorwaarde dat die beperking bekrachtigd wordt door een algemene vergadering die beraadslaagt en besluit zoals bij een wijziging van de statuten (artikel 18 van het voornoemde wetsontwerp).

Het zou dienstig zijn om de beide ontworpen wetten met elkaar in overeenstemming te brengen.

Artikel 201.

Er moet worden gezorgd voor overeenstemming van deze bepaling met de bepalingen van het ontwerp van wet tot wijziging van het vennootschapsrecht in het kader van een doorzichtige organisatie van de markt van de ondernemingen en van de openbare overnameaanbiedingen, dat momenteel door de Raad van State wordt onderzocht, inzonderheid met die bepalingen die betrekking hebben op de aandelen zonder stemrecht.

Artikel 202.

Aan het slot van paragraaf 1, 1E, schrijve men : "... in deze raden zitting hebben;".

In paragraaf 2, eerste lid, worden een aantal functies genoemd die niet uitgeoefend mogen worden door de leden van de organen voor dagelijks bestuur van de openbare kredietinstellingen.

Het derde lid van paragraaf 2 veroorlooft de Bankcommissie evenwel afwijkingen van die verbodsbepalingen toe te staan.

Bij gebreke van een door de wetgever zelf aangelegde maatstaf, is die bevoegdheid voor afwijkingen louter discretionair. Ongeacht de voorzichtigheid waarmee die bevoegdheid tot dusverre krachtens soortgelijke bepalingen is

uitgeoefend, gaat die bevoegdheid te ver omdat zij, als men zich consequent aan de bewoordingen houdt, het mogelijk maakt om de toepassing van de wet geval voor geval te schorsen.

De bepaling moet dus worden herzien (12).

Artikel 203.

Men schrijve : "voor zover de hiërarchische overheid waaronder deze leden ressorteren hun toestemming verlenen".

Artikel 204.

De rechtsregeling van de "bestuursprotocollen" dient te worden toegelicht, in het bijzonder ten aanzien van "de sancties ingeval de verbintenissen door één van de partijen niet worden nageleefd".

Artikel 86 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen had eveneens de mogelijkheid geschapen om dergelijke overeenkomsten af te sluiten. Volgens de gemachtigde van de minister zijn die bepalingen niet in praktijk gebracht. Het zal zaak zijn van de steller van het ontwerp en van de Wetgevende Kamers om uit te maken of niet behoeft te worden voorzien in over-

(12)Zie in dat opzicht het advies over het ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten op de kredietinstellingen ter aanpassing aan het recht van de Europese Gemeenschappen" (Gedr. St., Kamer, 277 (1981-1982), nr. 1, blz. 34).

gangsmaatregelen waardoor vermeden zou kunnen worden dat het afsluiten van de overeenkomsten eindeloos wordt uitgesteld.

Artikel 208.

In het derde lid moeten de woorden "en van de deskundigen" vervallen.

Artikel 217.

In de bepaling onder 4E dient het woord "maatschappelijk" te vervallen.

Artikel 220.

Aan het slot van het eerste lid dient de laatste zin naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst te worden geredigeerd.

Artikel 235.

Paragraaf 2.

De gemachtigde van de minister heeft in verband met het ontworpen artikel 25sexies, § 2, 1E, over de nodige maatregelen die de Bankcommissie voor de bescherming van derden kan eisen, desgevraagd het volgende verklaard :

"Les mesures visées tiendraient à organiser la protection des déposants après la fin de l'affiliation (et donc, normalement, du contrôle exercé sur l'association affiliée) : on peut penser au maintien du contrôle jusqu'au remboursement de tous les fonds de tiers ou la consignation de ces fonds".

In paragraaf 2, 11E, zou het beter zijn de laatste volzin als volgt te stellen :

"Deze revisoren kunnen ter plaatse bij de aangesloten ondernemingen de controles uitvoeren ...".

Artikel 245.

In 8E zou het om de gemeentespaarkassen in de heffing van de vennootschapsbelasting te betrekken verkieslijk zijn met een wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelasting te werken.

Artikel 246.

Aangezien de Regering de bedoeling heeft om, gelijk in de memorie van toelichting te kennen wordt gegeven, een codificatie te maken, zou het goed zijn de in het eerste lid voorgenomen machtiging te verruimen door bij voorbeeld aan te knopen bij artikel 96 van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten. Als zulks wel degelijk de bedoeling is zou de term "codificatie"

.../...

de plaats moeten innemen van de termen "in overeenstemming brengen".

In de memorie van toelichting wordt ook gesteld dat "overeenkomstig wat gebruikelijk is, het koninklijk besluit tot coördinatie pas in werking (zal) treden na de publikatie van de wet die het zou hebben bekrachtigd". Dat voorschrift wordt in het ontworpen bepalend gedeelte niet exact geformuleerd, nu het tweede lid ervan bepaalt dat "een wetsontwerp tot bekrachtiging van het koninklijk coördinatiebesluit zal worden voorgelegd aan de Wetgevende Kamers, tijdens de zittijd zo zij vergaderen, zoniet bij de aanvang van de eerstkomende zittijd" en dat "de inwerkingtreding ervan wordt geregeld door de bekrachtigingswet". De laatste zin behoort door de volgende tekst te worden vervangen : "(...) Het besluit treedt eerst in werking op de datum van bekendmaking van de wet waarbij het wordt bekrachtigd". De kwestieuze wet zou immers niet kunnen terugwerken zonder bloot te staan aan de kritiek nieuwe bepalingen in te houden die gelden voor voorbije situaties.

Artikel 247.

Derde lid.

De gemachtigde van de minister heeft op de vraag of de in uitzicht gestelde sanctie niet zou dienen bij te dragen tot de bescherming van de spaarders (maatregelen van bekendmaking of ambtshalve aansluiting) en op de vraag wie die sanctie zal opleggen, het volgende geantwoord :

"Dans les systèmes de protection des dépôts déjà existants, il est prévu une publicité des établissements participant à ces systèmes : la non-participation de certains établissements recevrait donc une publicité.

L'affiliation d'office n'a pas été prévue parce qu'elle heurte l'idée de solidarité sur laquelle repose ces systèmes de protection.

La mesure sera "prononcée" sous la forme d'un constat par l'autorité (Commission bancaire) de ce qu'un établissement n'aurait pas adhéré à un système de protection des dépôts. Ce constat apparaît à la liste publique des établissements de crédit".

De uitgedachte regeling mist samenhang doordat ambtshalve aansluiting volgens de gemachtigde van de minister wordt geweerd, terwijl artikel 247, eerste lid, de verplichting inhoudt om aan te sluiten.

Het zal een aangelegenheid van de Wetgevende Kamers zijn om zich uit te spreken.

Bovendien zou het bepalen van de bijdrage die wordt opgelegd aan de openbare kredietinstellingen die niet aan een collectieve depositobeschermingsregeling deelnemen, aanleiding kunnen geven tot geschillen, zodat de vraag rijst welk rechtscollege bevoegd zal zijn om ze te beslechten.

Ten slotte zou de bijdrage die betaald wordt moeten dienen voor het beschermen van de spaarders van de instelling die heeft nagelaten zich aan te sluiten.

Artikel 251.

Die bepaling van het ontwerp luidt aldus :

"Voor de toekomstige toepassing van de wetten en decreten op de tussenkomst van de overheden in de kost van de investeringskredieten die zijn toegestaan door de kredietinstellingen aan ondernemingen en instellingen zonder winstoogmerk, zijn de voorwaarden waaronder de waarborg of rentetoelagen van deze overheden kunnen worden verbonden aan deze kredieten dezelfde als de voorwaarden die gelden voor al deze kredietinstellingen samen".

De rechtszekerheid zou beter gewaarborgd zijn indien de memorie van toelichting zo werd aangevuld dat de voorwaarden die in het ontwerp worden bedoeld (het advies en het verslag aan de Koning die aan het koninklijk besluit nr. 3 van 24 december 1980 voorafgaan maken het namelijk niet mogelijk klaarheid te scheppen omtrent de kwestie van de bovengrens van de rentetoelagen) worden opgesomd en dat wordt aangegeven op welke wijze ervoor zal worden gezorgd dat die voorwaarden dezelfde zijn.

Artikel 253.

Die bepaling luidt als volgt :

"Behalve voor de speciale opdrachten die hun zijn of zouden worden toevertrouwd krachtens bijzondere wetten, in voorkomend geval nader omschreven door de in de artikelen 204 en 205 bedoelde bestuursprotocollen en onverminderd de bepalingen van deze protocollen die met inachtneming van voornoemde bepalingen werden opgesteld, mogen het bedrijf en de verrichtingen van de openbare kredietinstellingen, vergeleken bij het gelijkaardige bedrijf of de gelijkaardige verrichtingen van particuliere kredietinstellingen, geen wettelijke of

bestuursrechtelijke lasten of voordelen van financiële of fiscale aard met zich brengen.

De Koning wijzigt de wetten en reglementen die van toepassing zijn op de werkzaamheden en de verrichtingen van de kredietinstellingen evenals elke andere wettelijke of reglementaire bepaling om ze in overeenstemming te brengen met het in het eerste lid bepaalde beginsel".

Met de toekenning van bevoegdheden aan de Koning zoals is bepaald in het tweede lid, wordt verder gegaan dan de normale opdracht van de uitvoerende macht, zoals die is bepaald in artikel 67 van de Grondwet.

De door het ontwerp voorgenomen toewijzing van aangelegenheden kan, voor zover zij de belastingwetgeving betreft, niet steunen op artikel 78 van de Grondwet. Door die toewijzing begeeft men zich immers op een terrein dat door de artikelen 110 en 112 voor de wetgever wordt bestemd.

Het zal de taak zijn van de wetgever de aanpassingen uit te voeren die de stellers van het ontwerp op dat terrein van de wetgeving beogen.

Artikel 265.

Die bepaling moet worden onderzocht wat de controle op de openbare kredietinstellingen en de rechtspositie van het personeel betreft.

1E Volgens de commentaar die in de memorie van toelichting gewijd is aan het eerste onderwerp van de bepaling,

"heft (die) voor de Nationale Kas voor Beroepskrediet, het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet en het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet alle verplichtingen op die voortvloeien uit de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle over sommige instellingen van openbaar nut. Meer bepaald werd erop gewezen dat deze bepaling tot gevolg zal hebben dat deze instellingen niet langer onderworpen zullen zijn aan de controle van het Rekenhof tenzij dan wat het gebruik betreft dat zij maken, bij de uitvoering van bijzondere opdrachten, van gelden uit de Staatsbegroting".

Die commentaar zou zodanig moeten worden aangevuld dat de ratio legis van een zo drastische maatregel die de Raad van State niet duidelijk is, wordt aangegeven.

Enerzijds is het immers niet duidelijk waarom er voor het periodieke inlichten van het Parlement dat kan voortvloeien uit de toepassing van artikel 6, § 6, tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut geen reden meer zou zijn als eenmaal het wetsontwerp dat thans wordt onderzocht in werking is getreden (13); anderzijds is het niet duidelijk of de opheffing van de controle door het Rekenhof gegrond is : ongeacht of men acht slaat op de aard van twee instellingen als het Rekenhof en de Commissie voor het Bank-en Financiewezen, op het voorwerp van hun controle, zijnde een controle op de wettigheid of een prudentiële controle, of de wijze van uitvoering hiervan, uit alle oogpunten bekeken, er lijkt geen sprake te zijn van enige overlapping bij de uitvoering van hun respectieve opdrachten. Voorts is het merkwaardig dat in

(13)Met name wat de goede uitvoering van de "bijzondere wettelijke opdrachten" en de naleving van de "bestuursovereenkomsten" betreft.

Frankrijk de controle a posteriori die door het Rekenhof wordt uitgeoefend, is opgevoerd ten tijde van hervormingen van de wetgeving die ertoe hebben meegewerkt dat de overheidsbedrijven een ruimere autonomie kregen door het verlichten van de procedures voor controle a priori (14).

In elk geval houdt rechtszekerheid in dat de bevoegdheid van het Rekenhof om controle uit te oefenen op het gebruik van openbare geldmiddelen door de openbare kredietinstellingen, welke bevoegdheid in de memorie van toelichting opnieuw is bevestigd, onder woorden gebracht wordt in het bepalend gedeelte van het wetsontwerp om elke discussie over de strekking van artikel 116 van de Grondwet te voorkomen (15). Daarom lijkt het niet gerechtvaardigd het

---

(14)Die opgevoerde controle is door A. DELION als volgt beschreven : "La Cour des comptes a été chargée de contrôler non seulement les entreprises dépendant directement de l'Etat, totalement ou majoritairement, mais aussi, si elle le décide, l'ensemble des filiales directes ou indirectes des groupes publics, ainsi que les entreprises où l'Etat ne disposerait que de la majorité des voix dans les organes dirigeants ou d'un pouvoir prépondérant quel qu'en soit le fondement.
Ses pouvoirs, déjà larges, de contrôle sur place, de communication de tous documents de convocation et d'audition de tout agent public, ont été encore étendus à la consultation des dossiers des commissaires aux comptes, auxquels elle peut demander des investigations complémentaires, à la possibilité d'obtenir des informations de certains tiers, à la communication de toutes données informatiques sous des formes adaptées à ses besoins de contrôle", in "Entreprises publiques : privatiser ou réformer ?", R.I.S.A., 1990, blz. 73-89, in casu blz. 85.

(15)Met betrekking tot de vraag of de bevoegdheid van het Rekenhof bij uitbreiding ambtshalve geldt ten aanzien van alle eigen vermogens van de Staat en met betrekking tot het begrip openbare geldmiddelen, zie D. DEOM, Le statut juridique des entreprises publiques, Story-Scientia, Brussel, 1990, blz. 352-355, nrs. 230-231, en de daarin aangehaalde

Rekenhof in de toekomst de mogelijkheid te ontnemen om de genoemde instellingen ter plaatse te gaan controleren, zoals thans wordt bepaald door artikel 6, § 6, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954; die mogelijkheid dient te worden gehandhaafd ter wille van de doeltreffendheid van de controle (16).

2E In de memorie van toelichting wordt op diezelfde bepaling, wat het statuut van het personeel van de openbare kredietinstellingen betreft, de volgende commentaar geleverd :

> "Het ontwerp wil geen wijzigingen brengen aan de personeelsstatuten van de instellingen die onder boek I vallen. Ook in dit opzicht laat het de nodige ruimte aan de bestuursorganen om inzonderheid in het kader van collectieve overeenkomsten voor de sector in zijn geheel of voor elke instelling afzonderlijk regels vast te stellen voor de arbeidsrelaties. De bedoeling van de Regering is dat deze bestuursorganen op de meest aangewezen wijze gebruik zouden kunnen maken van de mogelijkheden van het gemeen recht inzake arbeidsovereenkomsten zowel ten aanzien van hun toekomstige als hun bestaande personeel. In die zin bepaalt artikel 264

---

rechtspraak en rechtsleer, met name, Cass. 16 oktober 1975, J.T., 1976, blz. 41 en volg., met de conclusie van Eerste Advocaat-generaal F. DUMON.

(16)Er dient te worden opgemerkt dat in artikel 27, § 3, van het voorontwerp van wet betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, de controle ter plaatse door het Hof en de bekendmaking van de rekeningen in het Opmerkingenboek, wat die categorie van bedrijven betreft, behouden blijft. Door de oprichting van de Commissie van de rekeningen voor bijzondere opdrachten, bij artikel 206 van het wetsontwerp dat thans wordt onderzocht, welke Commissie zal worden voorgezeten door een lid van het Rekenhof, wordt een dergelijke controle niet overbodig, wegens de samenstelling van dit college en de beperkte bevoegdheid ervan.

(lees : 265) van het ontwerp (dat) de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle over sommige instellingen van openbaar nut niet langer van toepassing zou zijn op de openbare kredietinstellingen die momenteel onder deze wetgeving vallen en, inzonderheid, (onder) artikel 11 hiervan met betrekking tot de vaststelling van de personeelsformatie en haar statuut. Artikel 264 veralgemeent aldus voor alle instellingen wat is gebeurd in 1980 bij de omvorming van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas (koninklijk besluit nr. 3 van 24 december 1980, artikelen 1 en 2)".

Na die uitleg blijft er nog onzekerheid bestaan :

1Ein verband met de vraag in hoeverre de bevoegde organen van de openbare kredietinstellingen bevoegd zullen zijn om gebruik te maken van het gemeen recht van de arbeidsovereenkomst ten aanzien van statutaire personeelsleden die vo,'o,'r de inwerkingtreding van de wet in dienst zijn genomen;

2Ein verband met de vraag hoe die algemene mogelijkheid om een beroep te doen op de arbeidsovereenkomst harmonisch kan samengaan met de regel die is ingeschreven in artikel 256 van het wetsontwerp volgens welke de rechten van de personeelsleden van de A.S.L.K. naar aanleiding van de indeling bij een van die instellingen "van rechtswege (worden) voortgezet" ten laste van de A.S.L.K.-Bank of A.S.L.K.-Verzekeringen;

3Ein verband met de oplossing van het probleem dat zou kunnen ontstaan doordat er in dezelfde instelling zowel statutair als contractueel personeel in dienst is, in het bijzonder uit het oogpunt van de rechtscolleges die bevoegd zijn om toezicht te houden op de naleving van het gelijkheidsbeginsel

- bij de benoeming in betrekkingen, ten aanzien van de bezoldigingsvoorwaarden, de promotiekansen (...) - en van de regels die ze daartoe zullen moeten toepassen.

Daaruit zal rechtsonzekerheid volgen die niet mag worden onderschat en waarvoor een oplossing moet worden gezocht.

Kortom, de tekst moet grondig worden herzien.

Artikel 269.

Voor artikel 269 van het voorontwerp wordt de volgende redactie voorgesteld :

Hoofdstuk IV - Opheffingsbepalingen.

"Artikel 269.-

Opgeheven worden :

1Ede wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas, gewijzigd bij de wet van 21 juni 1894, de wet van 9 augustus 1897, de wet van 30 april 1958, het koninklijk besluit nr. 20 van 23 mei 1967, het koninklijk besluit nr. 44 van 24 oktober 1967, het koninklijk besluit van 15 april 1977 en het koninklijk besluit nr. 1 van 24 december 1980;

2Ehet koninklijk besluit nr. 113 van 27 februari 1935 op de inrichting van het Klein Beroepskrediet, gewijzigd bij het

koninklijk besluit nr. 185 van 3 juli 1935 en bij de besluitwet van 23 december 1946;

3Ehet koninklijk besluit nr. 226 van 7 januari 1936 houdende instelling van een Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 oktober 1937, het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, het koninklijk besluit van 3 oktober 1955 en bij het koninklijk besluit nr. 58 van 10 november 1967;

4Ehet koninklijk besluit van 30 september 1937 tot oprichting van een Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, het koninklijk besluit van 10 november 1955, de wet van 15 april 1958, de wet 4 april 1963, het koninklijk besluit van 14 april 1965, het koninklijk besluit nr. 57 van 10 november 1967, de wet van 6 december 1974, de wet van 17 juli 1985 en bij de wet van 22 december 1989;

5Ehet koninklijk besluit van 2 juni 1956 houdende omwerking van het statuut van de Nationale Kas voor beroepskrediet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 januari 1958, de wet van 14 febuari 1962, het koninklijk besluit nr. 59 van 10 november 1967, de wet van 14 maart 1975, de wet van 4 augustus 1978, de wet van 13 juli 1983, de wet van 31 juli 1984;

6Ede wet van 16 april 1963 betreffende de controle op het Gemeentekrediet van België;

7Ehet koninklijk besluit nr. 2 van 24 december 1980 betreffende het toezicht op de Spaarkas van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas;

8Eartikel 48 van de wet van 17 juli 1985 tot wijziging van de wetten op de kredietinstellingen, voornamelijk ter aanpassing aan het recht van de Europese Gemeenschappen".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlan-daise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

assessoren van de afdeling wetgeving,

Mevrouw : toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.